



## COMMUNIQUÉ POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

### LES DÉPUTÉS LIBÉRAUX BLOQUENT LA TENUE D'UN MANDAT D'INITIATIVE SUR LA SITUATION DES LACS AU QUÉBEC

**Québec, le jeudi 9 avril 2009** – Le député de L'Assomption et porte-parole de l'opposition officielle en matière de développement durable et d'environnement, **Scott McKay**, et le député de Saint-Hyacinthe **Émilien Pelletier**, sont déçus et déplorent que les députés libéraux aient refusé hier de tenir un mandat d'initiative sur la situation des lacs au Québec.

« J'ai proposé récemment aux députés de la Commission des transports et de l'environnement que l'Assemblée nationale se dote d'un mandat d'initiative, question de faire le point sur l'état des lacs au Québec. Or, hier, les députés libéraux ont jugé que le problème n'était pas suffisamment sérieux et ont rejeté l'idée. C'est décevant car, contrairement à eux, nous estimons au Parti Québécois que l'avenir de nos lacs et cours d'eau est très important », a indiqué **Scott McKay**.

Le député **McKay** souligne qu'il aurait été à propos de mesurer l'efficacité du Plan d'intervention sur les algues bleu-vert 2007-2017, de consulter les partenaires impliqués en plus de vérifier l'état d'avancement de la recherche et de la diffusion des connaissances.

Il a rappelé que le film documentaire « *Lacs, Sous la surface* », diffusé récemment, expose de façon alarmante la situation des lacs au Québec. « Le Québec a connu une prolifération importante des cas de cyanobactérie ces dernières années. L'état de nos lacs et cours d'eau se dégrade à chaque année et les répercussions sont multiples. Elles touchent autant le niveau économique, la santé publique que l'industrie touristique. Je crois qu'il y a urgence de s'y pencher plus sérieusement pour le bénéfice environnemental de la société québécoise. Il semble que ce ne soit pas le cas pour les députés libéraux, malheureusement », a poursuivi **M. McKay**.

Pour sa part, le député de Saint-Hyacinthe, **Émilien Pelletier**, se questionne sur la décision prise par les députés libéraux membres de la Commission des transports et de l'environnement qui ont voté contre la tenue du mandat : « Quand on connaît le problème de la Rivière Yamaska et de ses bassins versants quant à la présence de cyanobactéries de façon répétitive, il est urgent de poser des gestes responsables et de passer à l'action. La protection de nos lacs et rivières, passe par la mise en œuvre de plans garantissant la santé de nos cours d'eau. Il aurait été tout à fait pertinent que la Commission des transports et de l'environnement reçoive un tel mandat. Dans ce dossier, les libéraux ont répondu tardivement à la politique de gestion de l'eau mise en place par le gouvernement du Parti Québécois. Le refus d'hier de la part du Parti libéral est tout à fait décevant », a conclu **M. Pelletier**.

– 30 –

Source : Josée-Ann Bergeron, attachée de presse et responsable des communications  
Bureau d'Émilien Pelletier, député de Saint-Hyacinthe  
450.773.0550